

Le siège de FranceTV rebaptisé Maison Jean-Pierre Elkabbach

Ils ont osé !

Quand le mail est tombé ce matin, beaucoup de salariés de FTV ont cru à une mauvaise blague, un gag digne des Guignols de l'Info et tout est remonté à la surface. Le scandale des animateurs-producteurs amasseurs de « pépètes », c'était sous la présidence de Jean-Pierre Elkabbach : trois ans de gabegie avec l'argent public pour enrichir les « voleurs de patates », les jeunes entrepreneurs Nagui, Delarue, Arthur...

A ces centaines de millions de francs dépensés à l'époque pour quelques-uns, il faut ajouter les plus de trois milliards de francs investis dans la construction de la maison FTV dans le 15ème arrondissement, tout ça pour faire plaisir à Edouard Balladur, alors Premier Ministre. A l'époque le choix du site et le coût pharaonique des travaux avaient fait beaucoup réagir.

Trop d'argent dilapidé, un rapport accablant de la Cour des comptes sur la gestion de FTV entre 1993 et 1996, Jean-Pierre Elkabbach a fini par se faire virer. Et aujourd'hui on veut donner son nom au siège de FTV !

Elkabbach disait : « Osons ! ». La PDG de l'entreprise et le Président de la République osent mais pour les salariés, c'est « pas question ! »

Elkabbach, c'est une voix d'Europe 1 qui a fini chez Bolloré, une figure des médias privés, un journaliste marqué à droite, un homme accroché au micro pour servir la soupe aux puissants tout en faisant mine de les secouer de temps en temps. Ce « chien de garde » s'est accommodé avec tous les pouvoirs en place pour continuer à garder la main sur les interviews politiques au service de ses amis hauts placés.

L'empressement de cette annonce nous sidère. Aucun débat, aucune discussion en amont pour choisir le nom que portera notre maison commune, la Maison de la télé qui devrait être un bien public neutre. Qui est derrière cette décision absurde ? Le Président lui-même qui a prévu lundi d'inaugurer une plaque et de prononcer un discours ?!

Mais dans quelle République vivons-nous ?

La CGT réclame l'annulation immédiate de cette mascarade.

Paris, le 5 octobre 2023